



# MÉMORANDUM DE DAKAR SUR L'INFORMATION ET LA DÉMOCRATIE

Séminaire sur l'Information et la Démocratie  
24 et 25 octobre 2023 à Dakar, au Sénégal

Les 24 et 25 octobre 2023, s'est tenu à Dakar le séminaire sur l'Information et la Démocratie au Sénégal organisé conjointement par AfricTivistes et le Forum sur l'Information et la Démocratie au Sénégal. Le séminaire a réuni des experts, des chercheurs, des professionnels des médias, des représentants gouvernementaux et des acteurs de la société civile pour discuter des défis et des opportunités liés aux médias, à l'innovation numérique et à la démocratie sur le continent et plus particulièrement au Sénégal.

Dans la démocratie représentative, les gouvernants sont des mandataires du peuple. Ils prennent des décisions et agissent au nom du peuple qui, à son tour, dispose du droit fondamental à l'information sur la gouvernance de la chose publique. Les médias, en vertu de leur mission d'informer, jouent un rôle d'intermédiaire entre les mandataires (les gouvernants) et le mandant (le peuple). A travers sa mission d'informer, les médias contribuent au modelage de l'opinion publique, au développement de la conscience politique et s'érigent en sentinelles et promoteurs de la démocratie.

La contribution des médias à l'avènement de la démocratie au Sénégal et à son statut de vitrine démocratique » en Afrique est non négligeable. Le Sénégal pouvait se prévaloir d'une anomalie démocratique dans une sous-région et une Afrique subsaharienne où les soubresauts politiques, les bruits de bottes et l'interruption du jeu institutionnel sont partie intégrante du quotidien politique.

L'irruption du numérique dans l'espace public sénégalais laisse entrevoir des mutations aussi bien dans les rapports entre gouvernants et gouvernés qu'au niveau des codes dans le traitement et la diffusion de l'information. L'espace public en s'ouvrant sur le virtuel démocratise la parole publique . Cette ouverture impose en même temps, l'impératif de veille et d'alerte sur la gouvernance de la chose publique .

En effet, les usages et recours au numérique dans les médias s'accompagnent aussi avec l'émergence et l'amplification flux impressionnant de fake news, créant ainsi un terrain fertile à l'amplification de la violence. Ces deux facettes de l'introduction du

numérique dans le débat public posent au fond la question de sa contribution à l'ancrage ou la consolidation démocratique du Sénégal. Autrement dit, le numérique constitue-t-il une menace ou une opportunité pour la démocratie sénégalaise ?

C'est autour de cette question centrale que les riches discussions dans les panels composés de sommités du paysage audiovisuel sénégalais, de chercheurs, de représentants gouvernementaux et d'acteurs de la société civile sénégalaise, ont conduit à deux (02) constats et abouti à quinze (15) recommandations fortes pour une société sénégalaise plus démocratique avec un accent particulier mis sur la participation citoyenne.

**Au titre des constats, les participants :**

- 1) ont reconnu les efforts des médias et des pouvoirs publics à renforcer le cadre juridique et institutionnel ;
- 2) ont constaté le rétrécissement de l'espace civique, l'ampleur de plus en plus grandissante de la production et de la diffusion de l'information faciles, mais aussi de la désinformation et de la manipulation pris de l'ampleur.
- 3) ont constaté la rupture de confiance entre citoyens et médias et entre citoyens et institutions publiques.

**En ce qui concerne les recommandations**, et pour la consolidation du rôle des médias dans la démocratie sénégalaise, de la protection et l'élargissement de l'espace civique à l'ère de la digitalisation, les participants ont appelé à :

1. Consolider le contrôle citoyen et placer la redevabilité permanente au cœur des actions de l'élu ;
2. Adapter les médias traditionnels aux nouvelles dynamiques du paysage médiatique, notamment avec la digitalisation ;
3. Utiliser les mêmes formats de désinformation pour véhiculer la bonne information;
4. Intégrer le fact-checking dans l'organigramme éditorial des médias ;
5. Outiller le public sur les enjeux des médias traditionnels et numériques dans le dessein de le prévenir des risques de vulnérabilité aux fakes-news ;
6. Financer les Think tanks pour favoriser un écosystème favorable à la recherche et viable ;
7. Rendre accessibles les résultats de recherche pour permettre aux médias de les utiliser ;
8. Investir et soutenir le journalisme d'investigation ;

9. Développer une sensibilité aux types d'informations partagées pour éviter de nuire ;
10. Accompagner les initiatives des jeunes qui s'activent dans le numérique ;
11. Rendre les initiatives Civic Tech accessibles et faciles d'utilisation à un plus large public;
12. Développer plus de projets avec un impact considérable dans tous les aspects de la vie socio-politique;
13. Créer une synergie des initiatives citoyennes développées par les technologies numériques
14. Produire plus de contenus qui répondent aux exigences d'information et de participation des jeunes;
15. Donner aux citoyens la latitude de produire des narratifs médiatiques et numériques alternatifs;

Fait à Dakar, le 25 octobre 2023